



## Ces bateaux gris venus du Nord le retour de la Flotte maritime militaire de Russie en mer Méditerranée, facteur du renouveau de l'influence russe sur la scène internationale

Nicolas Baude

*La Revue maritime poursuit dans ce numéro la publication, entamée au printemps, du mémoire du jeune chercheur Nicolas Baude. Les développements d'actualité au Moyen-Orient en rehaussent chaque jour la pertinence et l'intérêt.*

*La quatrième et dernière partie sera publiée dans le prochain numéro de la Revue.*

### Le facteur énergétique : un enjeu primordial pour la Russie

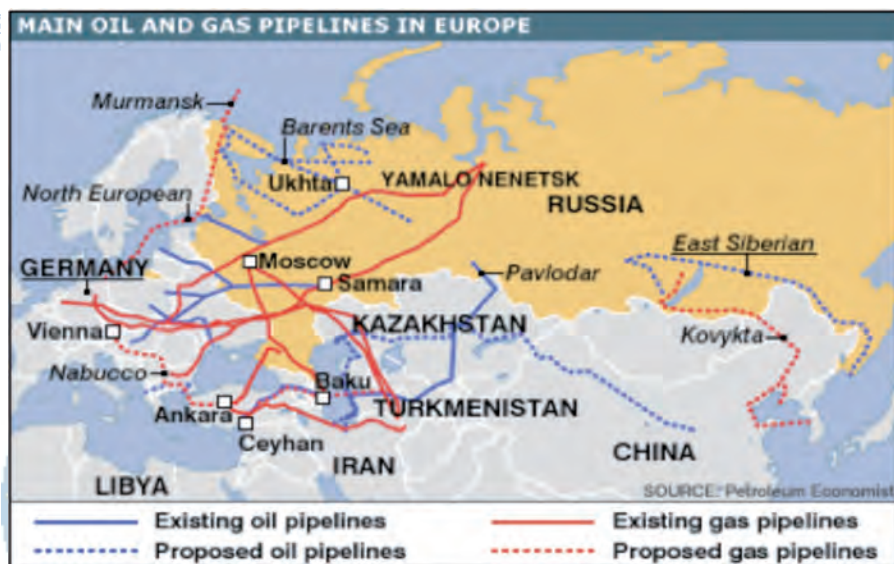
**P**ar la richesse de ses sous-sols mais aussi par la qualité de son secteur énergétique, la Fédération de Russie fait partie des leaders mondiaux dans la production d'hydrocarbures et d'énergie nucléaire. Le secteur de l'énergie russe, extrêmement important, lui permet d'exercer une véritable influence sur la scène internationale.

#### *Le marché des hydrocarbures*

**L**a Fédération de Russie, grande de 17 millions de kilomètres carrés de riches sous-sols, fait partie des géants mondiaux de l'exploitation des énergies fossiles. Fin 2018, la *British Petroleum* a réalisé une étude en Russie estimant

## Ces bateaux gris venus du Nord

D.R.



les réserves de pétrole restant dans les frontières nationales à 14,6 milliards de tonnes, soit 106,2 milliards de barils. Au rythme de l'exploitation actuelle, la Russie pourrait produire du pétrole pendant encore 25 ans. Ces réserves classent la Russie au sixième rang mondial des pays possédant les plus grandes réserves de pétrole, la première et la deuxième place étant respectivement occupées par le Venezuela et l'Arabie Saoudite. Le rapport de la *British Petroleum* précise, toutefois, qu'il est probable que l'on découvre encore d'importants gisements de pétrole dans des parties inexplorées de la Sibérie. Pour l'année 2018, la Russie a été le troisième pays producteur de pétrole avec 563,3 millions de tonnes produits, se classant derrière les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Elle est, cependant, le premier exportateur mondial de pétrole, devant l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, toujours selon une étude de la *British Petroleum* menée fin 2018, la Russie posséderait dans ses sous-sols 38 900 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel, lui donnant des réserves pour exploiter ses gisements pendant encore 58 ans. Ces réserves classent la Russie au premier rang des stocks mondiaux de gaz naturel, loin devant l'Iran et le Qatar, qui occupent respectivement la deuxième et la troisième place. Avec une quantité extraite de 669,5 milliards de m<sup>3</sup> pour 2018, la Russie n'est que le deuxième producteur mondial de gaz naturel, derrière les États-Unis. Cependant, les États-Unis menant une politique d'indépendance énergétique, la Russie reste le premier exportateur de gaz naturel, loin devant le Qatar qui



# Géopolitique

## géopolitique

occupe la seconde position<sup>1</sup>. La Fédération de Russie est donc le premier exportateur mondial d'hydrocarbures, ces exportations assurant à l'État russe les deux tiers de ses recettes. De grandes sociétés nationales contrôlent l'exploitation et l'exportation de ces hydrocarbures, tel que *Gazprom*, *Rosneft*, *Lukoil* ou encore *Transneft*. Moscou soutient la construction de gazoducs et d'oléoducs parcourant des milliers de kilomètres et permettant, du fait de la position de la Russie, d'inonder les marchés européens et asiatiques d'hydrocarbures d'origine russe. Ces exportations constituent une manne essentielle pour la Russie, et donc un intérêt stratégique.

Concernant les exportations de pétrole, le principal rival de la Russie est l'Arabie Saoudite, qui entraîne derrière elle les membres de l'OPEP<sup>2</sup>. La monarchie arabe, proche alliée des États-Unis, a toujours eu avec l'URSS des relations extrêmement tendues. Cependant, les relations entre les deux États se sont considérablement améliorées depuis l'avènement de Vladimir Poutine et, depuis 2017, un accord a été signé pour diminuer la production de pétrole, afin de maintenir le cours du baril de brut à un niveau suffisamment intéressant pour les pays producteurs. Cet accord a d'ailleurs été renouvelé en juin 2019, la demande de brut restant en berne dans le monde. Pour le gaz naturel, bien que les relations diplomatiques entre la Russie et le Qatar soient bonnes et que l'Iran, de plus en plus sanctionné par l'Occident, se rapproche de Moscou, la Russie considère les exportateurs de gaz naturel du Golfe Persique comme un danger pour son économie. C'est pour cette raison que le Kremlin a toutes les raisons de s'opposer à deux projets de gazoduc qui permettraient aux pays du Golfe de relier directement leurs gisements à l'Europe. Le premier, partant d'Iran et traversant l'Irak puis la Syrie, a été retardé du fait de la guerre civile syrienne. De plus, la Russie étant devenue la principale alliée du régime de Damas, Bachar el-Assad ne peut aujourd'hui plus se permettre d'accepter le passage sur son territoire d'un gazoduc qui viendrait concurrencer les gazoducs russes. Le second, partant du Qatar et passant par l'Arabie Saoudite et la Syrie, a été abandonné pour la même raison. La Russie a donc tout intérêt à faire durer la guerre en Syrie afin de se rendre indispensable auprès de son allié et empêcher la construction de ces gazoducs.

Un autre gazoduc, le Nabucco, pourrait bientôt voir le jour. Ce projet, soutenu par les européens et les américains, permettrait d'acheminer le gaz des rives de la Caspienne vers l'Europe. Cependant, les européens ont exclu l'Iran de ce

1. À l'heure où ce numéro de la Revue est édité, le classement des exportateurs de gaz est le suivant : Qatar, Australie, États-Unis, Russie et Malaisie (NDLR).

2. Créée en 1960, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole est une organisation qui regroupe les pays producteurs de pétrole pour leur permettre de contrôler les cours à la place des grandes compagnies pétrolières. Les pays membres de cette organisation ont comme point commun de faire partie du tiers monde et, pour beaucoup, du mouvement des non-alignés. C'est sûrement pour ces raisons que l'URSS, puis la Russie, n'ont jamais rejoint cette organisation.

## Ces bateaux gris venus du Nord

projet, à la suite de la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Mais, ce gazoduc, qui serait aussi connecté à l'Irak, n'est pas contesté par la Russie qui contrôle 60% des infrastructures énergétiques du Kurdistan irakien. Alors que l'Iran et le Qatar sont en concurrence pour exporter leur gaz sur le marché européen, la Russie n'est donc pas prête de perdre sa place de leader dans l'exportation de gaz naturel, et ce, malgré la bataille que se livrent Chypre, l'Égypte, Israël, le Liban et la Turquie pour le contrôle des gisements de Méditerranée orientale. En effet, ces derniers ne représentent que 2% des réserves mondiales.

### *L'exportation de l'énergie nucléaire*

Le programme nucléaire russe remonte à la Seconde Guerre mondiale, alors que Staline décide de doter l'Union soviétique de la bombe atomique. Le premier réacteur nucléaire soviétique est mis en fonctionnement en 1948 sur le complexe nucléaire Maïak. L'année suivante, la première bombe A russe explose. L'URSS devient ainsi la deuxième puissance nucléaire après les États-Unis. La Russie a cependant été le premier pays à utiliser le nucléaire à des fins civiles. En 1954, la centrale nucléaire d'Obninsk est mise en service pour produire de l'électricité. La France et l'Angleterre commencent à produire de l'électricité en 1956, avec la mise en fonctionnement de réacteurs à Marcoule et Sellafield. Puis, en 1957, les États-Unis établissent leur première connexion d'un réacteur au réseau nucléaire à Shippingport. Le nucléaire civil devient une arme diplomatique durant la guerre froide. En effet, alors qu'un accord liant déjà l'URSS et l'Égypte



D.R.



avait abouti à la mise en service d'un réacteur nucléaire à Inshas en Égypte, l'Union soviétique crée en 1963 l'agence Techsnabexport, afin d'exporter la technologie nucléaire soviétique. Cela a essentiellement concerné la Chine et les membres du pacte de Varsovie ; la Libye étant, avec l'Égypte, un des rares pays à disposer, depuis 1981, d'un réacteur nucléaire expérimental d'origine soviétique à Tadjourah.

Aujourd'hui, fort d'un savoir-faire et d'une expérience de 70 ans dans le nucléaire, la Fédération de Russie est le 3<sup>e</sup> producteur mondial d'électricité d'origine nucléaire. En 2007, Vladimir Poutine crée l'entreprise public *Rosatom*, héritée du ministère de l'énergie atomique soviétique. La Russie signe alors de nombreux accords de coopération sur le nucléaire, avec des pays ayant déjà une expérience civile dans ce domaine, tels que l'Algérie et le Maroc. *Rosatom* détient aujourd'hui 67% du marché mondial des constructions d'installations nucléaires, devenant ainsi le leader du domaine. La construction de centrales nucléaires par *Rosatom* est actuellement en cours dans huit pays, dont quatre réacteurs en Turquie et deux en Iran. Par ailleurs, la construction d'une centrale de deux réacteurs a été approuvée en Égypte à El Dabaa ; les travaux devraient commencer prochainement. Le carnet de commande de Rosatom s'élèverait, quant à lui, à 133 milliards de dollars, consacrant la reconnaissance du savoir-faire Russe dans le domaine nucléaire.

Malgré les sanctions économiques européennes et américaines, qui visent la Russie depuis 2014, cette dernière est aujourd'hui le leader mondial de l'exportation d'énergie dans le domaine des hydrocarbures ou du nucléaire. Alors que plus des deux tiers de son économie reposent sur cette activité, la Russie multiplie les accords et les partenariats, afin de conserver sa place. Cependant, conscient de l'épuisement probable des ressources à plus ou moins long terme, Moscou tente, tant bien que mal, de diversifier son économie afin de la pérenniser pour survivre à la transition énergétique que de nombreux pays ont déjà mise en place.

## En opération extérieure : le cas de la Syrie et de l'État islamique

L'intervention militaire russe en Syrie, à partir de l'automne 2015, fait entrer la Russie dans le cercle très fermé des pays capables de mener seuls une opération militaire extérieure sur du long terme. Ainsi, aujourd'hui, seuls les États-Unis, la France et la Russie ont démontré leur capacité à accomplir ce tour de force. Le conflit en Syrie a cependant obligé la Russie à conclure

## Ces bateaux gris venus du Nord

ou renforcer des alliances avec différents pays Méditerranéens, mais aussi, à regarder vers le Moyen-Orient notamment, vers un pays marginalisé depuis la révolution islamique de 1979 et le développement de son programme nucléaire : l'Iran.

### Un conflit justifié par des intérêts sécuritaires et stratégiques

L'alliance russo-syrienne remonte à la fin de la seconde guerre mondiale, avant même que la Syrie n'accède à l'indépendance, lorsque l'URSS s'intéressa à cet État méditerranéen. L'Union soviétique soutient le parti Baas qui arrive au pouvoir suite à un coup d'état en 1963, renversant le président Nazem Koudsi, à la politique pro-Occidentale. Le premier président baasiste, Amine al-Hafez, est lui-même renversé en 1966 par une faction dissidente du parti Baas, dirigé par le couple Salah Jedid / Nourredine al-Atassi, à qui les soviétiques préférèrent Hafez el-Assad, père et prédécesseur de l'actuel président Bachar el-Assad, en 1970. En effet, Moscou apprécie particulièrement les dirigeants alaouites, laïcs convaincus, ouverts au progrès et aux idées de gauche, qui incarnent parfaitement l'idéal révolutionnaire prôné par l'Union soviétique. Grâce au soutien de cette dernière, aux conseillers militaires envoyés et au matériel livré, l'armée syrienne devient pendant la Guerre Froide l'une des plus puissantes de la région. Les relations se dégradent entre les deux pays durant l'ère Gorbatchev et la décennie Elstine, le principal sujet de discord étant la dette syrienne à l'égard de la Russie, s'élevant à 13,4 milliards de dollars. Mais, Vladimir Poutine, à peine arrivé au pouvoir, entreprend de resserrer les liens avec cet allié historique et, en 2005, ramène la dette de la Syrie à 3,6 milliards de dollars la diminuant de 73%. Mais ce cadeau n'est pas gratuit. En effet, depuis 1971, la Russie dispose à Tartous d'installations navales : les seules qu'il lui reste en Méditerranée. Base de soutien pour la 5<sup>e</sup> *Eskadra*, elle revêt un intérêt stratégique et de gros travaux y sont effectués en 2008. Cependant, les installations navales de Tartous ne peuvent accueillir les plus grosses unités de la Marine russe : les navires mesurant plus de cent mètres de long. La Russie prévoirait aujourd'hui de moderniser et modifier ces installations, pour remédier à ce problème, et les transformer en véritable base navale. Les installations navales de Tartous sont capitales pour les ambitions méditerranéennes de Moscou qui veille à conserver d'excellentes relations avec le régime de Damas. En effet, bien que des négociations soient en cours pour tenter d'obtenir des facilités navales dans d'autres pays du pourtour méditerranéen, comme l'Égypte ou l'Algérie, il est peu probable que cela débouche sur l'obtention d'une base navale. Malgré le rapprochement actuel entre la Russie et l'Égypte, cette dernière a également des liens forts avec les États-Unis et des pays de l'Union européenne comme la France. L'Égypte, qui semble profiter de la multi-



# Géopolitique

géopolitique géopolitique

polarisation du monde pour devenir réellement un pays non-aligné, ne peut pas se permettre de tout miser sur une alliance avec la Russie, risquant ainsi de perdre le soutien des pays occidentaux. Par ailleurs, l'Algérie traversant actuellement une crise politique, la situation du pays est trop instable pour imaginer que des concessions d'ordre militaire soient faites à la Russie par le gouvernement. En laissant des navires russes s'implanter en Méditerranée occidentale, territoire aujourd'hui sans conteste des puissances Occidentales, l'Algérie risquerait de compromettre ses relations avec les pays de l'Union européenne, notamment la France et l'Espagne, ses premiers partenaires commerciaux. Par conséquent, les installations navales de Tartous sont pour la Russie une place acquise qu'elle ne lâchera pour rien au monde, n'ayant aucune certitude de pouvoir retrouver la même chose dans un autre pays méditerranéen.



D.R.

*La jetée des installations navales de Tartous*

Depuis le début de la guerre civile syrienne, initiée par le printemps arabe, en 2011, le régime Syrien est menacé. Alors que les rebelles, constitués en Armée syrienne libre, s'emparent du nord-est de la Syrie, le régime de Damas, soutenu par l'armée syrienne, loyaliste, tient bon dans le sud, l'ouest et le centre du pays. Tandis que les rebelles sont soutenus par les États-Unis, la Turquie, l'Arabie Saoudite ou encore la France, le régime de Damas qui subit des sanctions internationales, obtient tout d'abord le soutien de l'Iran et des troupes du Hezbollah. La Russie restant prudente au début du conflit, se contente d'apporter un soutien diplomatique à Damas. Au conseil de sécurité de l'ONU, elle s'oppose systématiquement, par son droit de veto, à toute résolution condamnant le régime de Bachar el Assad, évitant de légitimer une intervention Occidentale

contre ce dernier, comme cela fut le cas en Libye contre le régime de Mouammar Kadhafi. Mais, en 2014, deux événements font basculer l'action de la Russie.

Tout d'abord, la Russie annexe la Crimée et soutient les sécessionnistes du Donbass sans que les États-Unis ou les pays de l'Union européenne n'interviennent militairement. Cette attitude passive des occidentaux montre au monde entier que la Russie est redevenue une grande puissance, crainte militairement et avec qui, comme au temps de la Guerre froide, on préfère éviter le conflit armé direct. Il est d'ailleurs probable que Vladimir Poutine ait été le premier surpris par cette absence de riposte et que le Donbass n'ait été, à l'origine, qu'une zone à négocier avec les occidentaux pour pouvoir conserver la Crimée. Par ailleurs, toujours en 2014, les rebelles syriens de l'Armée syrienne libre sont totalement dépassés par les milices sunnites, issues du mouvement État islamique ou Daech. Ce dernier, en rupture avec Al-Qaïda, proclame le califat le 29 juin, premier jour du ramadan, et déclare la guerre à toutes les parties prenantes à la guerre civile. Dès le mois d'août, une coalition internationale, menée par les États-Unis, prend pied en Irak pour contrer la progression de Daech. Ces événements bouleversent le rapport de force qui était jusqu'alors favorable à l'Armée syrienne. Tandis que l'État islamique s'empare de près de la moitié du pays à l'est, l'armée syrienne libre reporte la rébellion dans le nord-ouest et le sud-ouest tandis qu'au nord, le long de la frontière Turque, le parti kurde de l'Union démocratique, qui formera en 2015 les Forces démocratiques syriennes, s'est emparé depuis 2012 des régions à majorité kurdes de la Syrie et reçoit le soutien de la coalition internationale. Le régime de Damas est acculé dans l'ouest du pays, sur la côte et à la frontière libanaise, et demande officiellement, le 30 septembre 2015, l'aide militaire de la Fédération de Russie qui intervient le jour même en effectuant des frappes aériennes. L'intervention militaire de la Russie en Syrie est alors officiellement lancée.

Les combattants de Daech posent un problème particulier à Moscou. En effet, si la religion majoritaire en Russie est le christianisme orthodoxe, les républiques du Daghestan, de Tchétchénie, d'Ingouchie, de Kabardino-Balkarie, de Karatchaïevo-Tcherkessie, de l'Azerbaïdjan, ainsi que les républiques de Bachkirie et du Tatarstan sont essentiellement peuplées de musulmans. Ces derniers, représentant plus de 7% de la population de la Russie, seraient estimés entre 10 et 12 millions d'individus, essentiellement des sunnites. Le nombre de combattants de Daech est difficile à établir. En 2015, un rapport du *Soufan Group* estimait leur nombre à 2 400 individus, auxquels s'ajoutaient 2 300 russophones des ex-républiques soviétiques. Ils auraient représenté le troisième contingent étranger de Daech, derrière la Tunisie et l'Arabie Saoudite, jusqu'en 2017, année à partir de laquelle ils en seraient devenus le groupe de combattants étrangers le plus nombreux. Ces combattants, dont beaucoup avaient été aguerris durant les guerres qui ont secoué le Caucase depuis la chute de l'Union soviétique, faisaient



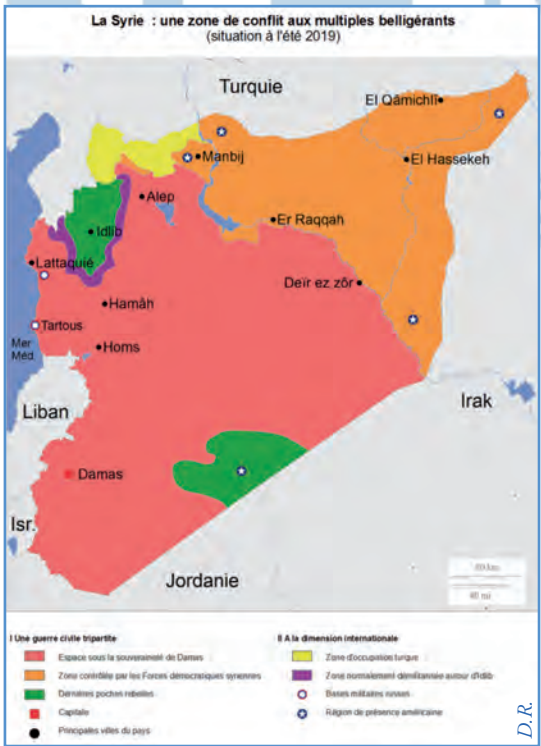


# Géopolitique

partie des troupes d'élite de l'État islamique. Pour Moscou, le retour de ces combattants sur son territoire était dès 2014 et est encore aujourd'hui inenvisageable. Si quelques 200 femmes et enfants de djihadistes russes ont été rapatriés en Russie avec l'aide du président Tchétchène Ramzan Kadyrov, le rapatriement des combattants prisonniers des Forces démocratiques syriennes est exclu. De leur côté, dans leur lutte contre l'État islamique, les forces russes n'ont pas fait de prisonniers. Le 23 mars 2019, le réduit de Baghouz, dernier bastion de l'État islamique, tombe aux mains des Forces démocratiques syriennes, marquant ainsi la fin du califat.

Cependant, la guerre civile syrienne est loin d'être terminée. En effet, les Forces démocratiques syriennes, qui contrôlent le tiers nord-est du pays et veulent obtenir un Kurdistan autonome, sont maintenant opposées à l'Armée syrienne qui veut rétablir la souveraineté de Damas sur l'ensemble du territoire. Les rebelles de l'Armée syrienne libre, avec des forces djihadistes, tiennent toujours des poches dans le sud près de la frontière avec la Jordanie et l'Irak et dans le nord-ouest à Idlib. De plus, l'Armée turque a franchi la frontière syrienne afin de combattre les kurdes qu'elle considère comme des terroristes. Si la coalition internationale a annoncé son retrait de Syrie en janvier 2019, à l'exception de 400 soldats américains qui resteront présents dans les poches rebelles du sud et

au côté des Forces démocratiques syriennes, la Russie n'a absolument pas fait part de son intention de quitter le Levant. Soutenant envers et contre tous le régime de Bachar el-Assad, il est probable que Vladimir Poutine ne décide de retirer son armée de Syrie que quand la totalité du territoire sera revenu sous la souveraineté de Damas. L'armée syrienne, avec le soutien des russes, va certainement combattre poche après poche afin de récupérer son territoire. Peut-être faut-il imaginer (malgré la mauvaise entente entre les deux parties), une fois la question d'Idlib réglée, la Syrie et la Turquie formeront une alliance de circonstance afin de d'éliminer



## Ces bateaux gris venus du Nord

les Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde, qui ont finalement été lâchées par la coalition internationale après la chute du califat de l'État islamique. Cependant, un tel scénario pourrait aussi aboutir à un affrontement direct entre l'armée turque et l'armée syrienne et, dans ce cas, la Russie serait réduite à jouer les arbitres entre les deux parties.

### La relation particulière avec la Turquie dans le conflit syrien

La position de la Turquie dans le conflit syrien est ambivalente. En effet, le cheval de bataille d'Ankara est l'anéantissement des forces kurdes, qui menacent son intégrité territoriale, tandis que Moscou est engagé en Syrie pour maintenir en place le régime syrien et faire disparaître l'État islamique. Ces politiques divergentes ont été sources d'importantes tensions entre les deux pays, avant que naisse finalement une alliance. Cette dernière reste cependant relativement fragile.

#### *Une frontière syro-turque sous haute tension*

La mésentente entre Turquie et Syrie, pays qui partagent aujourd'hui 822 kilomètres de frontières entièrement minées, est ancienne. Les tensions contemporaines remontent à 1939, lorsque la province d'Hatay, zone frontalière méditerranéenne entre les deux pays, est finalement rattachée à la Turquie par l'administration du mandat français. Depuis son indépendance en 1946, la Syrie n'a cessé de revendiquer cette région. De plus, la Guerre froide n'a fait qu'exacerber les tensions avec la Turquie. Membre de l'OTAN à partir de 1952 et ayant reconnu l'État d'Israël dès 1949, la Turquie s'est attirée les foudres des pays arabes, anti-sionistes et tournés vers l'Union soviétique. Dès le début du conflit opposant la Turquie aux Kurdes, la Syrie a soutenu ces derniers. Mis en marge de la société, alors qu'ils représentent 20% de la population turque, les Kurdes, dont le territoire s'étend aussi dans une moindre mesure en Syrie, en Irak et en Iran, se sont révoltés contre Ankara en 1984. Le conflit, toujours en cours, a depuis été une source de désaccord avec la Syrie, Ankara lui reprochant de soutenir le Parti des travailleurs kurdes (PKK), qu'elle considère comme terroriste.

Par ailleurs, la politique hydraulique de la Turquie a toujours été une source de tensions avec la Syrie. En effet, le nord-est du pays est situé dans le croissant fertile, dans la plaine constituée entre le Tigre et l'Euphrate. L'apport en eau est capital dans cette plaine entourée de zones arides. Cependant, avant de couler en Syrie, le Tigre et l'Euphrate prennent leur source en Anatolie orientale, du côté turc de la frontière. Or, la politique hydraulique de la Turquie



menace considérablement l'approvisionnement en eau de la Syrie mais aussi de l'Irak. Par exemple, en janvier 1990, l'écoulement de l'Euphrate est interrompu par la mise en eau du lac artificiel créé par la construction du barrage Atatürk. Ce barrage n'est qu'une partie du projet d'Anatolie du sud-est, en Turc *Güneydogu Anadolu Projesi* (GAP). Ce projet a pour objectif de rendre cultivable 1,7 millions de terres arides par la construction d'un réseau de 22 barrages sur le Tigre et l'Euphrate, alimentant 19 centrales hydroélectriques. Le Gap a pour but de revaloriser l'économie de la région, plus pauvre que le reste de la Turquie. Dans cette région essentiellement peuplée de Kurdes, l'amélioration de l'économie locale et donc du niveau de vie des habitants a surtout pour but de limiter l'influence des séparatistes du PKK et, par l'amélioration et la modernisation des voies de communication, d'asseoir le contrôle d'Ankara sur la région.

Au cours des années 1990, avec le renforcement des liens de la Turquie avec Israël - qui a annexé le plateau du Golan, territoire syrien, en 1981 et qui l'occupait déjà depuis 1967 -, les relations syro-turques se dégradent encore un peu plus, jusqu'à passer très près d'une déclaration de guerre en 1998. En effet, alors que la Syrie continue d'héberger le PKK sur son sol, la Turquie, soutenue par les américains, amasse des troupes à la frontière avec la Syrie, s'estimant en droit d'intervenir au nom du principe de légitime défense, énoncé dans l'article 51 de la Charte de l'Organisation des Nations unies<sup>3</sup>. L'Union soviétique n'étant plus et la Russie d'Elstine se désintéressant du Proche-Orient, la balance qu'exerçait le Kremlin en soutenant la Syrie face à la Turquie pro-occidentale n'est plus et on craint un affrontement armé. C'est l'Égypte qui prend en main les négociations entre les deux pays tandis que les alliés arabes de la Syrie appellent à une résolution diplomatique du conflit. En effet, la Syrie, privée du soutien militaire de la Russie et équipée de matériel militaire soviétique vieillissant, aurait été incapable de faire face à une offensive turque. La crise est finalement résolue par l'expulsion par la Syrie du leader du PKK de son territoire. Elle permet à la Turquie de s'affirmer comme une puissance régionale. Les relations entre les deux pays commencent à se détendre mais, il faut attendre l'accession au pouvoir de Bachar el-Assad en 2000 et Recep Tayyip Erdogan en 2003 pour que les relations se détendent considérablement, devenant même amicales. Plusieurs mesures sont prises comme un accord de libre-échange, réduisant de 50% les

3. *"Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales."*

## Ces bateaux gris venus du Nord

droits de douane, et une levée des visas, permettant aux turcs et aux syriens de résider trois mois après leur entrée sur le territoire. En 2007, la Syrie autorise même l'Armée turque à intervenir contre des bases du PKK au nord de son territoire.

Cependant, les relations entre les deux États se dégradent à nouveau en 2011, à l'occasion du début de la guerre civile syrienne. La Turquie semble tout d'abord soutenir Damas, mais l'afflux de réfugiés à la frontière turque et la pression internationale ne permet pas à Ankara de soutenir cette position et finit par prendre des sanctions contre la Syrie, en avril 2011. Les relations entre les deux pays sont définitivement rompues, en août de la même année, mettant fin à dix ans de bonne entente entre ces deux anciens territoires de l'Empire Ottoman.

Depuis le début de la guerre civile, les incidents se sont multipliés à la frontière. En juin 2012, une batterie anti-aérienne syrienne abat un avion de l'Armée de l'air turque, qui effectuait une mission de reconnaissance au-dessus de la Méditerranée. La Syrie accuse l'appareil d'avoir survolé ses eaux territoriales tandis que la Turquie affirme que l'avion a été abattu dans les eaux internationales. En octobre de la même année, des bombardements de l'artillerie syrienne sur un village turc, situé non loin de la frontière, entraîne une riposte de l'artillerie turque. L'OTAN, réagissant à l'agression de l'un de ses membres, menace ouvertement la Syrie. Quelques jours plus tard, un avion civil syrien, en provenance de Moscou et se rendant à Damas, est intercepté par l'Armée de l'air turque qui découvre de l'armement à bord, ce qui est nié par les autorités russes. À la suite de cela, la Turquie interdit le survol de son territoire aux appareils syriens. À la suite de cette interdiction, en mars 2014, des avions de combat turcs abattent un avion de chasse syrien Mig-23 qui, selon Ankara, se trouvait dans l'espace aérien turc. Damas dément formellement ces accusations et condamne cette agression.

À la suite de la destruction d'un appareil de reconnaissance turc par une batterie sol-air syrienne en juin 2012, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a annoncé que la Turquie changeait ses règles d'engagement, et que tout appareil syrien survolant son territoire serait considéré comme une menace et abattu sans sommation. La Turquie met alors en place un véritable bouclier anti-aérien actif 24h/24h, à l'aide d'avions radars et de



*Tire d'un missile Patriot turc*



patrouilles d'avions de combats armés<sup>4</sup>, tandis que d'autres restent en alerte permanente. De plus, des missiles Patriot d'origine américaine, de type sol-air, sont installés en Anatolie, non loin de la frontière avec la Syrie. Alors que la Turquie et la Russie s'étaient rapprochées dans les années 2000, notamment en tant que pays riverains de la mer Noire, afin d'y limiter l'influence occidentale, leurs relations se dégradent avec le début de la guerre civile syrienne. La première étape de l'escalade, qui mènera à une véritable crise entre les deux pays, est le détournement de l'Airbus Moscou-Damas par la chasse turque. Un an plus tard, en mars 2013, un Iliouchine Il-20 est intercepté par des F-16 turcs alors qu'il effectue une patrouille dans l'espace aérien international en mer Noire. En mars 2014, le scénario se répète à nouveau et la même année, alors que la Russie vient d'annexer la Crimée, Erdogan menace Poutine d'interdire le passage du Bosphore et des Dardanelles aux navires russes. La Turquie déclare d'ailleurs ne pas reconnaître cette annexion mais ne s'associe pas aux sanctions occidentales qui visent Moscou. Il est possible qu'Erdogan, qui s'apprête à prendre un virage autoritaire qui ne va pas plaire à ses alliés de l'OTAN, pense déjà à un retournement d'alliance. Alors que le 30 septembre 2015, la Russie intervient militairement en Syrie pour soutenir le régime de Damas, les incidents avec la Turquie vont se multiplier. On peut ainsi noter 45 incidents majeurs entre les deux pays de septembre à juin. Ces incidents, qui ne restent pas contenus sur la frontière syro-turque, sont d'ordre militaire, diplomatique et politique.



4. L'armée de l'air turque est équipée de F-16, un avion de combat multi-rôles conçu par les États-Unis pour l'export dans les années 1970 et produit sous licence en Turquie.

## Ces bateaux gris venus du Nord

Le plus grave de ces incidents est la destruction, le 24 novembre 2015, par l'aviation turque d'un Soukhoï Su-24 russe effectuant une mission de bombardement sur des positions rebelles, à proximité de la frontière, l'accusant d'avoir survolé le territoire turc. Le pilote et son navigateur parviennent à s'éjecter en territoire hostile. Le premier est assassiné par des rebelles turkmènes tandis qu'une mission de sauvetage est organisée pour récupérer le second. L'opération est un échec. Elle coûte la vie à un soldat russe et entraîne la perte d'un hélicoptère. Le navigateur russe sera finalement exfiltré par un commando mixte composé de troupes d'élite russes, syriennes, mais aussi de combattants du Hezbollah. La crise s'amplifiant, la Russie décide de prendre des sanctions économiques contre la Turquie. Alors que cette première est en 2014 le deuxième importateur de produits turcs, pour un total de 25,3 milliards de dollars, Moscou décide de bloquer les importations de produits alimentaires, soit un manque à gagner de 9 milliards de dollars pour Ankara. Du même coup, le projet de gazoduc *Turkish Stream* est abandonné et d'autres sanctions touchent la Turquie dans les domaines des transports et du tourisme. Cette dernière ne trouve que peu de soutiens sur la scène internationale : les États-Unis, l'Ukraine et la Lituanie. De nombreux pays, essentiellement européens et membres de l'OTAN, condamnent les actions de la Turquie dont les actions sont, selon le vice chancelier allemand Sigmar Gabriel, « imprévisibles ». De leurs côtés, L'OTAN, l'ONU et la France appellent à l'apaisement. Finalement, en juin 2016, Recep Tayyip Erdogan présente les excuses de la Turquie à la Russie pour la destruction du Soukhoï Su-24. Par la suite, les relations entre les deux pays vont considérablement se détendre, devenant même gênantes vis-à-vis de l'occident.

(à suivre)

### Institut Français de la Mer

47, rue de Monceau - 75008 Paris

Tél.: 01 53 89 52 08 - [association.assifm@sfr.fr](mailto:association.assifm@sfr.fr)

Rejoindre et soutenir l'IFM



Promouvoir sans relâche les activités maritimes, réunir tous les responsables maritimes, faire entendre et respecter la voix de tous ceux pour qui la mer est une priorité, tels sont les objectifs majeurs de l'Institut Français de la Mer, le « Parti de la Mer ».